

Les zones d'ombre d'Eurolasma, repreneur d'entreprises en série et seul candidat au sauvetage de Valdunes

Le spécialiste du traitement et de la valorisation des déchets dangereux souhaite acquérir le dernier fabricant français de roues et essieux ferroviaires. Le groupe, qui a échappé de peu à la liquidation en 2019, n'a, depuis, repris que des sociétés en difficulté.

Par Aline Leclerc

Publié aujourd'hui à 12h00 · Lecture 7 min.

 Offrir l'article



 Article réservé aux abonnés



Édition du jour
Daté du samedi 16 mars



PAC: Bruxelles dévoile son plan,

EMMANUEL MACRON ASSUME SA POSITION DE FERME FACE À MOSCOU

Lire le journal nu

D'un symbole de souveraineté industrielle à l'autre. Après avoir repris en 2021 Les Forges de Tarbes, dernier fabricant français de corps creux pour obus de 155 millimètres (ceux du canon Caesar), le groupe Europlasma s'est, le 28 février, officiellement porté candidat à la reprise du dernier fabricant français de roues et essieux ferroviaires Valdunes, situé dans le Nord, avec le soutien de l'Etat. Le tribunal de commerce de Lille doit rendre sa décision mercredi 20 mars.

Europlasma étant le seul candidat, son offre, après des mois sans perspective pour l'entreprise en redressement judiciaire et ses 309 salariés, a été accueillie avec soulagement dans le Nord comme par le ministère de l'industrie, malgré les 131 suppressions d'emplois annoncées. *« Sans effort public, personne n'aurait repris cette société, mais, pour pouvoir aider, l'Etat a besoin d'avoir en face un acteur privé qui croit dans le projet et qui soit prêt à mettre de l'argent »*, précise-t-on au ministère de l'industrie.

Europlasma s'est engagé à investir 15 millions d'euros sur trois ans – et l'Etat à lui prêter jusqu'à 15 millions d'euros – pour continuer à fabriquer des roues (mais plus d'essieux), promettant, à moyen terme, de le faire de façon décarbonée grâce à la construction d'une unité de production d'énergie à base de combustibles solides de récupération et une ferme solaire.

« L'outil industriel nécessite d'urgence des investissements »

Un projet ambitieux pour un groupe fragile. Spécialisé dans le traitement et la valorisation des déchets dangereux, il a échappé de peu à la liquidation en 2019, comme sa filiale Inertam à Morcenx (Landes), et n'a, depuis, repris que des entreprises en difficulté (Les Forges de Tarbes, Les Forges de Gerzat [ex-Luxfer], à Clermont-Ferrand, ou Satma Industries, en Isère).

De Tarbes, c'est avec circonspection que les salariés des Forges voient Europlasma jouer ainsi les sauveurs. Eux qui n'ont, depuis des mois, cessé d'alerter sur la situation de leur usine, par des débrayages, des courriers au préfet et au ministre, dans la presse, et jusqu'à l'Assemblée nationale, grâce au relais des députés (LFI) Sylvie Ferrer (Hautes-Pyrénées) et Aurélien Saintoul (Hauts-de-Seine). *« L'outil industriel nécessite d'urgence des investissements, et nous nous interrogeons sur la capacité financière du groupe Europlasma à assurer cet effort de remise à niveau »*, écrit encore, le 11 mars, le comité social et économique (CSE) de l'usine dans une lettre à Sébastien Lecornu, ministre des armées.

Alors que la « *vétusté avancée* » des installations, et notamment celle du four, incontournable pour l'activité, a été diagnostiquée dès la reprise, en août 2021, après quinze années chaotiques, les investissements ne se concrétisent pas, selon les salariés, inquiets de leur capacité à suivre la montée en cadence de leur unique client, Nexter, qui arme les ogives produites à Tarbes.

Newsletter

« Les débats éco »

Les débats économiques de la semaine décryptés par « Le Monde »

S'inscrire →

Lors de la visite du *Monde*, en mai 2023, Jean-Laurent Roger, le responsable d'exploitation du site, reconnaissait que « *pas grand-chose* » n'avait changé depuis le rachat, près de deux ans plus tôt. Le PDG d'Eurolasma, Jérôme Garnache-Creuillot, lui, appelait ses salariés à la patience.

Lire aussi le reportage :  [Les Forges de Tarbes, qui usinent les obus des canons Caesar, relancées par la guerre en Ukraine](#)



A la suite d'un débrayage, en septembre 2023, ce dernier précisait au *Monde* : « *Certains investissements, les tours d'usinage, la billeuse, le banc de magnétoscopie sont déjà présents dans l'entreprise. D'autres sont en commande.* » Une nouvelle billeuse a été installée en février 2023, et des outillages montés sur les tours d'usinage arrivés en août. Depuis 2021, les équipes ont été renforcées pour passer de 18 à 60 salariés.

« On va mourir avec un carnet de commandes plein ! »

Pas assez pour rassurer les salariés. « *La situation ne fait que se dégrader, estime Josiane Frétier, secrétaire du CSE (CGT), selon qui Les Forges n'ont pas livré la commande 2023 à Nexter dans les délais. La grosse maintenance n'est pas faite, on rafistole, mais ça ne durera qu'un temps. Si on ne maintient pas l'outil de production, on va mourir avec un carnet de commandes plein ! En cas de panne au traitement thermique ou à la forge, notre cœur de métier, on arrête tout ! On ne pourrait pas sous-traiter ces opérations !* »

Un autre événement a semé le doute sur l'état de la trésorerie : Les Forges se sont arrêtées presque un mois, à la suite d'une rupture d'approvisionnement en matière première – des tiges d'acier –, entre le 12 février et le 7 mars.

« *Il n'y a pas de problème de production à Tarbes, maintient cependant Eurolasma. Cette dernière a néanmoins dû être arrêtée temporairement, afin d'éviter tout problème de stockage et de gérer au mieux le besoin en fonds de roulement ainsi que la trésorerie.* »

Nexter, qui indique ne pas avoir été affecté par cet arrêt, précise tout de même avoir « sécurisé » ses approvisionnements en constituant des stocks de corps d'obus.

« On n'a pas de réponses à nos questions »

Combien Europlasma a-t-il investi à ce jour ? La direction ne répond pas précisément sur ce point. Le plan initial, qui prévoyait 10 millions d'euros sur quatre ans pour diversifier l'activité vers la fabrication de torches à plasma pour le traitement de déchets dangereux, a été bousculé par la guerre en Ukraine. L'activité de défense est redevenue prioritaire.

Avant l'été 2023, Europlasma estimait avoir investi 3 millions d'euros environ à Tarbes. Depuis, le groupe a obtenu de l'Etat 7,1 millions d'euros d'avances remboursables pour des dépenses d'investissement auxquelles sont éligibles les industries de l'armement. L'accord prévoit que les fonds soient libérés par étapes, précise la direction générale de l'armement (DGA) : « *Le passage d'un palier à l'autre se fait à la demande de la société et sous présentation de l'avancement des travaux et investissements du palier précédent.* »

Or, à ce stade, seuls les fonds du premier palier ont été libérés : 1,5 million d'euros. « *Ont-ils été investis et où ? Si oui, pourquoi ne perçoit-on pas le reste ?*, interroge Josiane Frétier. *On n'a pas de réponses à nos questions.* »

« *Les Forges de Tarbes ont repris leur activité pour répondre aux attentes de l'Ukraine en matière de livraison de munitions*, indique la DGA dans un point de situation jeudi 14 mars. *Le plan d'amélioration des capacités de production se*

Pourtant, c'est bien Europlasma qui s'est engagé à mettre 15 millions d'euros en fonds propres pour relever Valdunes. « *Ils ont une lettre d'engagement de la part d'un acteur financier* », répond le ministère de l'industrie, qui dit « *ne pas avoir de raisons de croire qu'ils ne vont pas le tenir* ».

Un mode de financement atypique

Le ministère sait cependant qu'Europlasma a un mode de financement atypique. Son PDG l'expliquait encore, en août 2023, au *Journal de l'économie* : « *Europlasma était en très mauvaise posture. Toutes nos sociétés, à Morcenx ou à Tarbes, sont passées par un redressement judiciaire. Si bien que nous n'avons pas eu d'autres options que de nous financer de manière moins classique [qu'auprès d'une banque], grâce aux Ocabsa [obligations convertibles en actions avec bons de souscription d'actions].* »

2 L'Ocabsa est une méthode de financement sur laquelle l'Autorité des marchés financiers (AMF) a alerté à plusieurs reprises ces dernières années, pour les risques qu'elle fait courir aux petits actionnaires. La pétition lancée par certains d'entre eux pour l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire sur cet instrument financier a recueilli plus de 4 000 signatures.

européenne dans les livraisons d'obus promis à Kiev.

Ce sont « des financements dilutifs consistant en des augmentations de capital réalisées en plusieurs fois et étalées dans le temps au profit d'un intermédiaire financier qui n'a pas vocation à rester durablement actionnaire », explique l'AMF. « Cette augmentation du nombre d'actions dilue les actionnaires et cela fait s'effondrer le cours de Bourse, résume M^e Johann Lissowski, expert en droit boursier. Finalement, ce sont les petits actionnaires qui prennent tous les risques et portent la dette. » Ce dernier représente aujourd'hui un collectif d'une trentaine de petits porteurs qui s'estiment lésés par Europlasma.

« Le fait d'aider permet de contrôler »

C'est par des Ocabsa qu'en 2019 le fonds d'investissement luxembourgeois Zigi Capital SA est entré au capital d'Europlasma, sauvant le groupe de la liquidation. Un fonds contrôlé par le financier Pierre Vannineuse, dont la société, Alpha Blue Ocean, présente à Dubaï et aux Bahamas, finance aujourd'hui Europlasma par des Ocabsa souscrites avec un autre de ses fonds, domicilié aux îles Caïmans, Environmental Performance Financing.

L'intégralité du capital (1,09 milliard d'actions au 31 janvier) est en Bourse, et l'action, qui valait 0,0010 euro au 14 mars, est très volatile. Ces dernières semaines, les annonces sur Valdunes ont suscité la fureur des petits porteurs, qui y voient des appâts pour de « nouveaux pigeons ». « Comment l'Etat peut aider une telle entreprise ?, interroge un membre du collectif des petits porteurs. Certains y ont perdu toute leur épargne, il y a des situations dramatiques. »

Interrogé sur la confiance accordée à ce type de financement, le ministère de l'industrie se dit vigilant. Qu'Europlasma en sorte n'est cependant pas une condition de son soutien. « Le fait d'aider permet de contrôler », indique Bercy, avant d'insister : « Nous n'avons pas d'autre candidat à la reprise de Valdunes. »

Une donnée que les salariés des Forges de Tarbes ont bien en tête. « On a contacté la CGT Valdunes, ils sont dans une situation dramatique, qu'on a connue par le passé : c'est Europlasma ou personne, confie Josiane Frétier. On ne veut pas compromettre la reprise. On leur dit juste : "Soyez vigilants, bordez bien votre projet, imposez un comité de suivi." »

Aline Leclerc

